

LE MONDE – 15 MARZO 2023

« L'Union européenne doit adapter ses règles budgétaires aux nouveaux défis »

di Maarten Verwey

L'Union européenne (UE) a su prouver à de nombreuses occasions qu'elle était capable de réagir face aux crises. Les progrès les plus significatifs concernant l'intégration européenne ont été accomplis durant les périodes les plus difficiles. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne notre union économique et monétaire.

En novembre 2022, [la Commission européenne a présenté la réforme des règles budgétaires de l'UE la plus ambitieuse](#) jamais proposée depuis la crise économique et financière de 2008. Ces recommandations font suite à une série de chocs économiques qui ont nécessité des réponses rapides, vigoureuses et souvent sans précédent.

Afin de donner aux gouvernements la marge de manœuvre nécessaire pour répondre aux défis économiques et sociaux posés par l'épidémie de Covid-19 et la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, l'UE a temporairement assoupli ses règles budgétaires. Cette approche a fonctionné. Grâce aux mesures de soutien économique prises aux niveaux nationaux et européen, des millions de personnes ont pu garder leur emploi.

Mais ce succès ne doit pas occulter les conséquences négatives d'une période prolongée de soutien budgétaire. La dette publique a augmenté, atteignant dans certains pays des niveaux inquiétants. Nous devons à présent y remédier, car des finances publiques saines sont la condition préalable à une croissance économique soutenue. En constituant des réserves budgétaires en période de conjoncture favorable, nous serons mieux préparés face aux crises futures.

Une bonne gestion des finances publiques est particulièrement importante compte tenu des perspectives économiques et budgétaires pour la décennie à venir. Nous sommes en effet confrontés à une série de défis communs. Les transitions écologique et numérique et la nécessité de renforcer la capacité de sécurité de l'Europe nécessiteront d'importants investissements publics à long terme. Ces efforts devront être faits alors que les conditions de financement seront nettement moins favorables que lors de la décennie précédente. A cela s'ajoute le vieillissement de la population qui pèsera de plus en plus sur les budgets des Etats.

Plus simples, plus réalistes

Des finances publiques saines seront nécessaires pour relever ces nouveaux défis. Comment y arriver ? En définissant ensemble des règles budgétaires crédibles, associées à un engagement

de la part des Etats membres à les respecter et à des outils efficaces permettant leur bonne application.

Les propositions de la Commission visent à guider ces nouvelles règles sur la base des principes suivants : premièrement, il faut tenir compte des situations nationales et des défis spécifiques auxquels chaque pays est confronté en matière de dette publique. Une approche uniformisée ne fonctionnera pas. Des règles qui fixent les mêmes objectifs et exigent le même rythme d'ajustement budgétaire pour tous ne seront ni efficaces ni acceptables.

Deuxièmement, les Etats membres doivent s'approprier leurs stratégies nationales. Ils seront responsables de l'élaboration de celles-ci, dans le cadre commun clair et transparent de l'UE.

Troisièmement, les réformes doivent s'accompagner d'investissements. Certains pays de l'UE ont des dettes publiques élevées mais de faibles déficits primaires. Cependant, les niveaux d'endettement sont restés obstinément élevés en raison d'une croissance atone. La mise en œuvre de réformes et d'investissements destinés à stimuler la croissance doit donc faire partie intégrante de tout plan sérieux de réduction de la dette. Sans croissance nous n'atteindrons pas nos objectifs budgétaires.

Enfin, les règles fixées doivent être appliquées. Le manque de respect des règles budgétaires est une critique récurrente de l'UE. Pour que les règles soient applicables, elles doivent être réalistes, crédibles et issues d'une volonté partagée par tous. Les propositions de la Commission visent à parvenir à ce compromis : des règles plus simples et des trajectoires d'ajustement budgétaire plus réalistes, associées à un régime d'application plus strict et plus clair.

L'UE est à présent engagée dans un débat sur les propositions de la Commission. Il est essentiel, pour la stabilité et la prospérité de l'Europe, de s'accorder sur un nouveau cadre budgétaire adapté au monde d'aujourd'hui.